

F. 2001 — 478

[S - C - 2001/29083]

**19 JANVIER 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant les conditions d'octroi des subventions
pour les activités servant la promotion du sport et la notoriété de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives, notamment son article 10;

Vu le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française, modifié par celui du 31 mai 2000;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, donné le 22 août 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 août 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 octobre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 30.934/4 du Conseil d'Etat donné le 11 décembre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 18 janvier 2001,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Des conditions d'octroi des subventions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Ministre : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a le sport dans ses attributions;

2° décret : le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française modifié par celui du 31 mai 2000;

3° administration : la Direction générale du Sport du Ministère de la Communauté française.

Art. 2. Le Ministre peut, dans la limite des crédits budgétaires, accorder des subventions en vue de favoriser l'organisation de, ou la participation à, des activités sportives représentatives à caractère international susceptibles de servir la promotion du sport ainsi que la notoriété de la Communauté française.

Art. 3. Peuvent bénéficier de ces subventions :

1° les fédérations et associations sportives reconnues en vertu des dispositions du chapitre IV et du chapitre VII, article 89 du décret;

2° les cercles sportifs affiliés aux fédérations sportives visées aux sections Ire et II du chapitre IV du décret.

Dans des cas exceptionnels, le Ministre peut admettre à la subvention des pouvoirs organisateurs non visés aux points 1° et 2° ci-dessus.

Art. 4. Peuvent faire l'objet des subventions visées par le présent arrêté les activités ci-après :

1° en région de langue française et en région bilingue Bruxelles-Capitale :

a) l'organisation de compétitions représentatives à caractère international et d'activités assimilées;

b) la formation d'arbitres et de juges internationaux;

c) les conférences, colloques et journées d'étude à caractère sportif, à participation internationale et de haute valeur scientifique, technique et didactique;

d) l'édition ou la production de documentation écrite, audiovisuelle ou informatisée à caractère sportif et de haute valeur scientifique, technique et didactique.

2° en dehors de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, la participation à :

a) des compétitions représentatives à caractère international et à des activités assimilées;

b) des formations d'arbitres et de juges internationaux;

c) des conférences, colloques et journées d'étude à caractère sportif, à participation internationale et de haute valeur scientifique, technique et didactique.

Sont exclues du champ d'application du présent arrêté les manifestations susceptibles de bénéficier, pour le même objet, d'autres subventions accordées par la Communauté française dans le cadre d'autres législations ou réglementations.

Art. 5. Peuvent être prises en considération les dépenses indispensables directement liées à l'activité et qui se rangent dans une des rubriques reprises ci-dessous :

1° En ce qui concerne l'organisation d'activités dans la région de langue française et dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale :

a) frais administratifs, limités à 10 % du total général des dépenses justifiées;

b) frais de publicité, limités à 15 % du total général des dépenses justifiées;

c) frais de location des installations sportives nécessaires à l'organisation;

d) frais de location d'équipements et de matériel sportifs y compris les frais de transport de ce matériel ou de remorquage d'engins sportifs;

e) frais d'assurance propres à l'organisation;

f) frais de déplacement suivant des modalités à fixer par le Ministre;

g) frais de séjour et de logement globalement limités à deux mille cent vingt francs ou cinquante-deux euro et cinquante-cinq cents par jour et par personne. Ce montant est lié aux fluctuations de l'indice général des prix à la consommation. Il est rattaché à l'indice en vigueur au 1^{er} janvier 2001 et est adapté annuellement compte tenu de l'indice en vigueur au 1^{er} janvier;

- h) frais médicaux spécifiques à l'organisation;
- i) frais de contrôle du dopage;
- j) frais d'arbitrage;
- k) frais d'inscription et droits d'organisation propres à l'activité.

2° En ce qui concerne la participation à des activités organisées en dehors de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale :

- a) frais administratifs, limité à 10 % du total général des dépenses justifiées;
- b) frais de location d'équipements et de matériel sportifs;
- c) frais de transport de matériel (y compris le remorquage de ce matériel);
- d) frais d'assurance propres à l'activité;
- e) frais de déplacement suivant des modalités à fixer par le Ministre;
- f) frais de séjour et de logement globalement limités à deux mille cent vingt francs ou cinquante-deux euro et cinquante-cinq cents par jour et par personne. Ce montant est lié aux fluctuations de l'indice général des prix à la consommation. Il est rattaché à l'indice en vigueur au 1^{er} janvier 2001 et est adapté annuellement compte tenu de l'indice en vigueur au 1^{er} janvier;
- g) frais d'inscription propres à l'activité.

Art. 6. Lors de l'examen du bilan comptable, en aucun cas, les dépenses accessoires telles que frais de réception ou de banquet, achat de souvenirs, de trophées, challenges et médailles, organisation de visites touristiques ou culturelles, etc... ne seront prises en considération.

CHAPITRE II. — *Du mode de calcul des subventions*

Art. 7. Pour le calcul de la subvention, le montant des recettes éventuelles est déduit du total des dépenses admises, au prorata de leur importance par rapport au total des dépenses admissibles.

Art. 8. 1° Peuvent bénéficier d'une subvention égale à 66 % du montant des dépenses admises après déduction conformément à l'article 6, des recettes éventuelles :

- a) les fédérations sportives visées à la section Ire du chapitre IV du décret et classées en catégorie Ire et II;
- b) celles visées aux sections II, IV et VI du chapitre IV du décret.

Ce taux peut être porté jusqu'à 100 % pour la participation aux Jeux olympiques, aux Jeux paralympiques, aux Universiades ainsi que pour l'organisation de, ou la participation à, des championnats d'Europe, du Monde ou des activités assimilées.

2° Peuvent bénéficier d'une subvention égale à 45 % du montant des dépenses admises après déduction, conformément à l'article 6, des recettes éventuelles :

- a) les fédérations sportives visées à la section Ire du chapitre IV du décret et classées en catégorie III;
- b) les fédérations sportives visées aux sections III et V du chapitre IV et à l'article 89 du chapitre VII du décret.

3° Le Ministre peut réduire les pourcentages d'interventions dont question aux alinéas 1° et 2° lorsque la demande de subvention :

- a) porte sur des activités qui :
 - présentent un intérêt relatif pour la promotion du sport ainsi que la notoriété de la Communauté française;
 - impliquent la participation de sportifs de catégorie d'âge;
- b) émane d'un cercle sportif dont question à l'article 3, 2° du présent arrêté.

4° Le Ministre fixe les conditions dans lesquelles sont exclus du calcul de la subvention certains frais dont question à l'article 5.

5° Par dérogation à l'article 5, le Ministre fixe la nature des frais admissibles ainsi que le montant de la subvention pour les activités dont question à l'article 4, 1°, b, c, d et 2°, b et c du présent arrêté.

Art. 9. Les subventions peuvent être plafonnées par le Ministre.

Art. 10. La subvention est calculée en tenant compte des dépenses effectivement exposées pour autant que celles-ci ne dépassent pas les estimations établies par le demandeur.

CHAPITRE III. — *De l'introduction des demandes de subventions*

Art. 11. La demande de subvention est adressée à l'administration à l'aide de formulaires prévus à cet effet. Pour être prise en considération ladite demande, sauf cas de force majeure dûment justifié, doit être en possession de l'administration au plus tard quinze jours avant le début de l'activité pour laquelle la subvention est sollicitée; le temps nécessaire au(x) déplacement(s) étant inclus dans la notion d'activités.

Art. 12. 1° Les fédérations et associations sportives reconnues en vertu du décret du 26 avril 1999 introduisent selon le cas, une ou deux fois par an, un plan motivé reprenant les diverses manifestations sportives prévues à leur programme et pour lesquelles des subventions seront sollicitées. Les plans porteront sur des périodes de six ou de douze mois prenant cours le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet de l'année.

2° Toute demande de subvention introduite par une fédération sportive en complément du plan dont question au 1° ci-dessus, doit être explicitement justifiée quant à son intérêt sportif particulier et à son absence au plan initialement présenté.

Art. 13. Après examen des plans visés à l'article 12, le Ministre peut accorder des avances sur subventions dont le montant ne peut dépasser 50 % du total des subventions prévisibles calculées pour l'ensemble des manifestations reprises aux dits plans.

Art. 14. Lorsque l'emploi des avances visées à l'article 13, n'est pas dûment justifié, elles sont récupérées par l'administration. Leur montant peut être déduit des subventions de toute nature dues ou à accorder à la fédération sportive ou au cercle sportif concerné.

CHAPITRE IV. — *De l'introduction et de l'examen du bilan comptable*

Art. 15. 1° Le bilan comptable de l'activité, établi sur les formulaires prévus à cet effet, doit être transmis à l'administration dans les trois mois qui suivent le fin de l'activité pour laquelle une subvention a été accordée.

2° Le document dont question à l'alinéa 1er ci-dessus sera accompagné de toutes les pièces comptables justifiant les dépenses exposées (factures, notes de créance, etc...) ainsi que de tout document prouvant leur paiement (extrait de compte bancaire, acquit des factures, etc...).

Art. 16. En même temps que le bilan comptable, le demandeur fournit :

1° pour les activités visées à l'article 4, 1°, a et 2°, a, un rapport d'activités portant notamment sur la prestation des sportifs ainsi que sur le rôle et les activités de l'encadrement;

2° pour les activités visées à l'article 4, 1°, b et 2°, b, un rapport d'activités assorti des éventuels contenus de formation;

3° pour les activités visées à l'article 4, 1°, c et 2°, c, un rapport d'activités assorti des éventuels contenus et documents diffusés;

4° pour les activités visées à l'article 4, 1°, d, deux copies des documents édités ou produits.

Art. 17. Pour les manifestations ayant fait l'objet des dispositions de l'article 11 du présent arrêté, les bilans comptables des diverses manifestations reprises aux plans annuels ou semestriels, seront introduits selon la procédure prévue à l'article 14 ci-dessus et ce, au fur et à mesure du déroulement desdites manifestations.

CHAPITRE V. — *De l'octroi de subventions en faveur de certaines activités de sport pour tous*

Art. 18. Le Ministre peut, dans la limite des crédits budgétaires prévus à cet effet, accorder aux administrations communales de la région de langue française, aux associations chargées de la gestion des installations sportives créées par ces dernières et aux associations sans but lucratif ayant notamment pour objet la promotion du sport pour tous, des subventions forfaitaires d'un montant maximum de cent mille francs ou deux mille quatre cent septante-huit euro et nonante-quatre cents destinées à couvrir des dépenses indispensables directement liées aux activités de sport pour tous et qui peuvent être rangées dans une des rubriques suivantes :

1° frais administratifs;

2° frais de publicité;

3° frais de location d'installations sportives nécessaires à l'organisation;

4° frais de location d'équipements et de matériel sportifs;

5° frais d'assurance propres à l'organisation;

6° frais médicaux spécifiques à l'organisation;

7° frais d'encadrement sportif;

8° frais d'éducation en matière de lutte contre le dopage.

Art. 19. Les demandes des subventions visées à l'article 18 doivent répondre aux conditions fixées aux articles 11, 15 et 20 du présent arrêté.

Les demandes sont introduites auprès de l'administration, chaque année, avant le 1^{er} mars.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 20. L'approbation d'une demande de subvention entraîne pour le demandeur l'obligation de mentionner explicitement, à toutes occasions, l'intervention de la Communauté française (publications, affiches, programmes, communiqués de presse, rapports, déclarations publiques, etc...).

Art. 21. L'arrêté de l'Exécutif du 2 décembre 1985 fixant les conditions d'octroi des subventions pour les activités servant la propagande en faveur de l'éducation physique et des sports, modifié par celui du 23 mars 1987, est abrogé.

Art. 22. Le Ministre qui a les sports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Bruxelles, le 19 janvier 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

VERTALING

N. 2001 — 478

[C — 2001/29083]

19 JANUARI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de activiteiten die de promotie van de sport en de bekendheid van de Franse Gemeenschap in de hand werken

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitlagen inrichten, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2000;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens van de Franse Gemeenschap, gegeven op 22 augustus 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 augustus 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 oktober 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap over de aanvraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van niet meer dan één maand te geven is;

Gelet op het advies 30.934/4 van de Raad van State, gegeven op 11 december 2000, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2001,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Voorwaarden voor de toekenning van de subsidies

Artikel 1. In de zin van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° Minister : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de sport behoort;

2° decreet : het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2000;

3° administratie : de Algemene Directie Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister subsidies toekennen met het oog op het bevorderen van de organisatie van en de deelneming aan representatieve sportactiviteiten met internationaal karakter die de promotie van de sport en de bekendheid van de Franse Gemeenschap in de hand kunnen werken.

Art. 3. Voor die subsidies komen in aanmerking :

1° de sportfederaties en -verenigingen erkend krachtens de bepalingen van hoofdstuk IV en van hoofdstuk VII, artikel 89 van het decreet;

2° de sportclubs aangesloten bij de sportfederaties bedoeld in de afdelingen I en II van hoofdstuk IV van het decreet.

In uitzonderlijke gevallen kan de Minister inrichtende machten die niet bedoeld zijn in de punten 1° en 2° hierboven voor de subsidie in aanmerking laten komen.

Art. 4. Voor de subsidies bedoeld bij dit besluit kunnen de hierna vermelde activiteiten in aanmerking komen :

1° in het Frans taalgebied en in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad :

a) de organisatie van representatieve wedstrijden met internationaal karakter en van ermee gelijkgestelde activiteiten;

b) de opleiding van internationale scheidsrechters en rechters;

c) de conferenties, colloquia en studiedagen met sportkarakter, met internationale deelneming en met een grote wetenschappelijke, technische en didactische waarde;

d) het uitgeven of produceren van schriftelijke, audiovisuele of geïnformateerde documentatie met sportkarakter en met een grote wetenschappelijke, technische en didactische waarde.

2° buiten het Frans taalgebied en het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, het deelnemen aan :

a) representatieve wedstrijden met internationaal karakter en ermee gelijkgestelde activiteiten;

b) de opleiding van internationale scheidsrechters en rechters;

c) conferenties, colloquia en studiedagen met sportkarakter, met internationale deelneming en met een grote wetenschappelijke, technische en didactische waarde.

Van het toepassingsgebied van dit besluit worden uitgesloten, de manifestaties die, voor hetzelfde onderwerp, in aanmerking komen voor andere subsidies toegekend door de Franse Gemeenschap in het kader van andere decreten of verordeningen.

Art. 5. Komen enkel in aanmerking, de onontbeerlijke uitgaven die rechtstreeks aan de activiteit verbonden zijn en die kunnen worden gerangschikt in één van de onderstaande rubrieken :

- 1° Betreffende de organisatie van activiteiten in het Frans taalgebied en in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad :
- a) administratieve kosten, beperkt tot 10 % van het algemeen totaal van de verantwoorde uitgaven;
 - b) publiciteitskosten, beperkt tot 15 % van het algemeen totaal van de verantwoorde uitgaven;
 - c) kosten voor de huur van de sportinstallaties die noodzakelijk zijn voor de organisatie;
 - d) kosten voor de huur van sportuitrusting en -materieel, met inbegrip van de kosten voor het vervoeren van dat materieel of het slepen van sporttoestellen;
 - e) verzekeringskosten die eigen zijn aan de organisatie;
 - f) reiskosten volgens door de Minister nader te bepalen regels;
 - g) verblijfs- en huisvestingskosten, die globaal tot tweeduizend honderd twintig frank of tweeënvijftig euro en vijfenvijftig cent per dag en per persoon beperkt zijn. Dat bedrag is gekoppeld aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen. Het is gekoppeld aan het indexcijfer dat op 1 januari 2001 van kracht is en wordt jaarlijks aangepast, rekening houdend met het indexcijfer dat op 1 januari van kracht is;
 - h) medische kosten die specifiek zijn voor de organisatie;
 - i) kosten voor dopingcontrole;
 - j) scheidsrechterskosten;
 - k) inschrijvingskosten en rechten voor de organisatie die eigen zijn aan de activiteit.

2° Betreffende de deelneming aan activiteiten die georganiseerd zijn buiten het Frans taalgebied en het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad :

- a) administratieve kosten, beperkt tot 10 % van het algemeen totaal van de verantwoorde uitgaven;
- b) kosten voor de huur van sportuitrusting en -materieel;
- c) kosten voor het vervoeren van materieel (met inbegrip van het slepen van dat materieel);
- d) verzekeringskosten die eigen zijn aan de activiteit;
- e) reiskosten volgens nader door de Minister te bepalen regels;
- f) verblijfs- en huisvestingskosten die globaal tot tweeduizend honderd twintig frank of tweeënvijftig euro en vijfenvijftig cent per dag en per persoon beperkt zijn. Dat bedrag is gekoppeld aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen. Het is gekoppeld aan het indexcijfer dat op 1 januari 2001 van kracht is en wordt jaarlijks aangepast, rekening houdend met het indexcijfer dat op 1 januari van kracht is;
- g) inschrijvingskosten die eigen zijn aan de activiteit.

Art. 6. Bij het onderzoek van de boekhoudingsbalans, zullen de bijkomende uitgaven, zoals de receptie- of banketkosten, aankoop van souvenirs, trofeeën, wisselbekers en medailles, organisatie van toeristische of culturele bezoeken, enz... in geen geval in aanmerking komen.

HOOFDSTUK II. — *Berekening van de subsidies*

Art. 7. Voor de berekening van de subsidie, wordt het bedrag van de eventuele ontvangsten afgetrokken van het totaal van de in aanmerking komende uitgaven, in verhouding tot hun hoogte vergeleken met het totaal van de in aanmerking komende uitgaven.

Art. 8. 1° Komen in aanmerking voor een subsidie gelijk aan 66 % van het bedrag van de uitgaven die in aanmerking komen na aftrek, overeenkomstig artikel 6, van de eventuele ontvangsten :

- a) de sportfederaties bedoeld in afdeling I van hoofdstuk IV van het decreet en gerangschikt in de categorieën I en II;
- b) de sportfederaties bedoeld in de afdelingen II, IV en VI van hoofdstuk IV van het decreet.

Dat percentage kan tot 100 % gebracht worden voor de deelneming aan de Olympische Spelen, aan de Paralympics, aan de Universiades alsook voor de organisatie van, of de deelneming aan Europese Kampioenschappen, Wereldkampioenschappen of ermee gelijkgestelde activiteiten.

2° Komen in aanmerking voor een subsidie gelijk aan 45 % van het bedrag van de uitgaven die in aanmerking komen, na aftrek, overeenkomstig artikel 6, van de eventuele ontvangsten :

- a) de sportfederaties bedoeld in afdeling I van hoofdstuk IV van het decreet en gerangschikt in categorie III;
- b) de sportfederaties bedoeld in de afdelingen III en V van hoofdstuk IV van het decreet en in artikel 89 van hoofdstuk VII van het decreet.

3° De Minister kan de in de leden 1° en 2° bedoelde tegemoetkomingspercentages verminderen, wanneer de aanvraag om subsidie :

- a) betrekking heeft op activiteiten die :
 - niet zo interessant zijn voor de promotie van de sport en voor de bekendheid van de Franse Gemeenschap;
 - de deelneming van sportbeoefenaars volgens de leeftijdscategorie veronderstellen;
- b) ingediend wordt door een sportclub bedoeld in artikel 3, 2° van dit besluit.

4° De Minister stelt de voorwaarden vast waaronder bepaalde kosten bedoeld in artikel 5 van de berekening van de subsidie worden uitgesloten.

5° In afwijking van artikel 5, bepaalt de Minister de aard van de kosten die in aanmerking kunnen komen alsook het bedrag van de subsidie voor de activiteiten bedoeld in artikel 4. 1°. *b. c. d* en 2°. *b* en *c* van dit besluit.

Art. 9. De Minister kan een maximumbedrag voor de subsidies vaststellen.

Art. 10. De subsidie wordt berekend op grond van werkelijk gedane uitgaven, voor zover deze de door de aanvrager geraamde bedragen niet overschrijden.

HOOFDSTUK III. — *De indiening van de aanvragen om subsidies*

Art. 11. De aanvraag om subsidie wordt gericht aan de administratie door middel van daartoe opgemaakte formulieren. Om in aanmerking te komen, moet die aanvraag, behalve bij behoorlijk bewezen overmacht, aan de administratie uiterlijk veertien dagen vóór het begin van de activiteit waarvoor de subsidie wordt aangevraagd, toegezonden zijn; de tijd die noodzakelijk is voor de reizen wordt in het begrip «activiteiten» begrepen.

Art. 12. 1° De sportfederaties en -verenigingen die krachtens het decreet van 26 april 1999 erkend zijn, dienen, naar gelang van het geval, één keer of twee keer per jaar, een met redenen omkleed plan in met vermelding van de verschillende sportmanifestaties die in hun programma opgenomen zijn en waarvoor subsidies zullen worden aangevraagd. De plannen zullen betrekking hebben op perioden van zes of twaalf maanden die op 1 januari of 1 juli van het jaar zullen beginnen.

2° Elke aanvraag om subsidie die door een sportfederatie wordt ingediend ter aanvulling van het plan bedoeld in 1° hierboven, moet uitdrukkelijk worden gestaafd door het feit dat zij bijzonder verantwoord is op sportvlak en dat zij niet voorhanden was in het aanvankelijk voorgestelde plan.

Art. 13. Na onderzoek van de plannen bedoeld in artikel 12, kan de Minister voorschotten op subsidies toekennen waarvan het bedrag niet hoger kan zijn dan 50 % van het totaal van de voorspelbare subsidies die worden berekend voor het geheel van de manifestaties die in die plannen opgenomen zijn.

Art. 14. Wanneer de aanwending van de voorschotten bedoeld in artikel 13 niet behoorlijk verantwoord is, worden die door de administratie teruggevorderd. Het bedrag ervan kan worden afgetrokken van de subsidies van alle aard die verschuldigd zijn of toe te kennen zijn aan de sportfederatie of aan de betrokken sportclub.

HOOFDSTUK IV. — *De indiening en het onderzoek van de boekhoudingsbalans*

Art. 15. 1° De boekhoudingsbalans van de activiteit, opgemaakt op daartoe bepaalde formulieren, moet aan de administratie worden overgezonden binnen de drie maanden na het einde van de activiteit waarvoor een subsidie werd aangevraagd.

2° Het document waarvan sprake in lid 1° hierboven, wordt samen ingediend met alle boekhoudingsstukken ter verantwoording van de gedane uitgaven (facturen, schuldvorderingsnota's, enz..) alsook elk document dat het bewijs levert dat zij werden betaald (uittreksel van bankrekening, betalingsbewijs voor facturen, enz.....).

Art. 16. Samen met de boekhoudingsbalans, levert de aanvrager :

1° voor de activiteiten bedoeld in artikel 4, 1°, a en 2°, a, een activiteitenverslag dat inzonderheid betrekking heeft op de prestatie van de sportbeoefenaars alsook op de rol en de activiteiten van de begeleiding;

2° voor de activiteiten bedoeld in artikel 4, 1°, b en 2°, b, een activiteitenverslag, samen met eventueel de inhoud van de opleiding;

3° voor de activiteiten bedoeld in artikel 4, 1°, c en 2°, c, een activiteitenverslag, samen met eventueel de inhoud en documenten die werden verspreid;

4° voor de activiteiten bedoeld in artikel 4, 1°, d, twee afschriften van documenten die werden uitgegeven of verwezenlijkt.

Art. 17. Voor de manifestaties waarop de bepalingen van artikel 11 van dit besluit betrekking hebben, worden de boekhoudingsbalansen van de verschillende manifestaties die in de jaarlijkse of haljaarlijkse plannen opgenomen zijn, ingediend volgens de procedure bedoeld in artikel 14 hierboven, naarmate die manifestaties plaatsvinden.

HOOFDSTUK V. — *De toekenning van subsidies voor sommige activiteiten inzake sport voor allen*

Art. 18. Binnen de perken van de daartoe uitgetrokken begrotingskredieten, kan de Minister aan de gemeentebesturen van het Frans taalgebied of het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en aan de verenigingen zonder winstoogmerk belast met het beheer van de sportinstallaties die door deze werden opgericht en aan de verenigingen zonder winstoogmerk die inzonderheid de promotie van de sport voor allen tot doel hebben, forfaitaire subsidies toekennen voor een maximumbedrag van honderdduizend frank of tweeduizend vierhonderd achtenzeventig euro en vierennegentig cent, die bestemd zijn voor het dekken van de onontbeerlijke uitgaven die rechtstreeks verband houden met de activiteiten inzake sport voor allen en die gerangschikt kunnen worden in één van de hieronder vermelde rubrieken :

1° administratieve kosten;

2° publiciteitskosten;

3° kosten voor het huren van sportinstallaties die noodzakelijk zijn voor de organisatie;

4° kosten voor het huren van sportuitrusting en -materieel;

5° verzekeringskosten die eigen zijn aan de organisatie;

6° medische kosten die eigen zijn aan de organisatie;

7° kosten voor sportbegeleiding;

8° kosten voor opvoeding inzake dopingbestrijding.

Art. 19. De aanvragen om subsidies bedoeld in artikel 18 moeten beantwoorden aan de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 11, 15 en 20 van dit besluit.

De aanvragen worden ingediend bij de administratie, elk jaar, vóór 1 maart.

HOOFDSTUK VI. — *Algemene bepalingen*

Art. 20. De goedkeuring van een aanvraag om subsidie heeft voor de aanvrager tot gevolg dat hij verplicht is tot uitdrukkelijke vermelding, in alle gevallen, van de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap (publicaties, affiches, programma's, perscommuniqués, verslagen, openbare verklaringen, enz...).

Art. 21. Het besluit van de Executieve van 2 december 1985 houdende vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor de activiteiten die de propaganda ten bate van de lichamelijke opvoeding en de sport dienen, gewijzigd bij het besluit van 23 maart 1987, wordt opgeheven.

Art. 22. De Minister tot wiens bevoegdheid de sport behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2001.

Brussel, 19 januari 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE



F. 2001 — 479

[C — 2001/29084]

**19 JANVIER 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'organisation de stages sportifs pour handicapés**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives, notamment son article 10;

Vu le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française modifié par celui du 31 mai 2000;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, donné le 22 août 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 août 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 octobre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 30.879/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 décembre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 18 janvier 2001,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Ministre : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a le sport dans ses attributions;

2° Décret : le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française modifié par celui du 31 mai 2000;

3° Administration : la Direction générale du Sport du Ministère de la Communauté française;

4° Organismes : les fédérations et cercles sportifs visés à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder aux fédérations sportives reconnues visées aux Sections II et III du chapitre IV du décret ainsi qu'à leurs cercles affiliés, des subventions pour l'organisation de stages sportifs pour handicapés.

Art. 3. Les stages sportifs pour handicapés doivent respecter les conditions ci-après :

1° l'activité ne peut pas poursuivre un but lucratif;

2° la durée du stage doit être de trois jours consécutifs au moins et de dix jours consécutifs au plus;

3° le programme doit prévoir un minimum de trois heures quotidiennes d'activités d'initiation ou de perfectionnement sportifs adaptées à la nature du handicap des participants;

4° pendant toute sa durée, le stage doit compter un minimum de 10 participants réguliers;

5° le stage doit être organisé dans les limites du territoire national et dans des installations salubres;

6° les installations, équipements et matériels sportifs doivent être conformes aux normes sportives, être adaptés à la nature du handicap des participants et présenter toutes les garanties de sécurité;

7° les organisateurs doivent prendre toutes les dispositions afin que les stagiaires et le personnel d'encadrement soient couverts en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels pendant toute la durée du stage;

8° les organisateurs doivent accepter l'inspection de leurs installations, de leurs équipements et matériels sportifs et de leurs activités ainsi que le contrôle des documents administratifs et comptables par les fonctionnaires de l'administration;

9° un des moniteurs au moins encadrant le stage doit être porteur des diplômes ou brevets énumérés au tableau 1.